

M. Hawkes: Oui, madame le Président, j'y viens. Je voudrais que le ministre nous dise s'il est disposé à apporter des changements au Programme énergétique national en vue de faire accéder le pays à l'autonomie et de créer davantage d'emplois. En outre, est-il disposé à modifier sa politique de taux d'intérêt élevés afin de soulager le fardeau de certains secteurs économiques générateurs d'emplois, par exemple, le secteur de l'exportation, du logement et autres industries de main-d'œuvre? Le ministre est-il en mesure de nous prouver qu'il s'en fiche pas en modifiant l'une de ces deux mesures?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, les mesures appliquées au Canada ne peuvent pas toutes être mauvaises, comme l'honorable député semble le laisser entendre, parce qu'en un an, nous avons créé 417,000 nouveaux emplois au Canada, ce qui représente une hausse procentuelle de plus de 3.5 p. 100. Ce taux de croissance de l'emploi est le plus élevé de tous les pays industrialisés du monde.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: La croissance de l'emploi a accéléré depuis un an. Les statistiques relatives au chômage sont aussi plus encourageantes qu'il y a un an. Le mois dernier, le taux de chômage était à son niveau le plus bas depuis cinq ans. Cela doit être un indice que nous sommes dans la bonne voie.

M. Hawkes: Madame le Président, à la suite de cette démonstration, nous pouvons nous attendre à une campagne de publicité visant à convaincre les Canadiens qu'un taux de chômage de 7 ou 8 p. 100 est acceptable, à l'image de la campagne de publicité qui voulait nous faire croire que dans le secteur énergétique tout allait pour le mieux.

Des voix: La question.

LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Est-ce que le ministre va répondre à ma question? Va-t-il recourir à des stimulants en réduisant les taux d'intérêt ou encore en modifiant le Programme énergétique national, de façon à créer des emplois et nous permettre de nous départir de la mauvaise habitude que nous avons d'accepter qu'un Canadien sur dix devienne chômeur chronique?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai expliqué au député que l'année dernière, parmi tous les pays industrialisés, c'était au Canada que le plus grand nombre d'emplois avait été créé. Nous avons un taux d'activité record qui atteint les 60 p. 100. A mon avis, le député devrait souscrire aux politiques qui nous ont permis d'accomplir ces progrès remarquables au lieu de me demander d'en changer.

Comme le député a fait allusion au programme énergétique national, je lui rappelle, mais il le sait déjà, que la semaine prochaine, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'entretiendra avec son homologue provincial en Alberta. Bien sûr, cette réunion sera consacrée à l'étude de certains aspects du Programme énergétique national. Nous nous sommes dits prêts à faire des concessions à la condition que

l'autre côté en fasse autant. D'après moi, notre attitude est des plus positives.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LES CAMÉRAMEN TRAVAILLANT DANS L'ENCEINTE DU PARLEMENT

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications, puisqu'il est responsable devant la Chambre de la Société Radio-Canada. Ma question porte sur le conflit qui oppose la direction aux techniciens membres de l'ANETR. Le ministre sait-il que des individus que l'on croyait être du personnel d'encadrement de la Société Radio-Canada, s'avèrent être des briseurs de grève à contrat qui assurent le fonctionnement des caméras de Radio-Canada dans la pièce 130-S? Si oui, qu'a-t-il l'intention de faire à ce sujet?

L'hon. Francis Fox (secrétaire d'État et ministre des Communications): Je l'ignorais, madame le Président.

M. Rose: Madame le Président, voilà une réponse à laquelle je n'étais pas habitué. C'est magnifique. Toujours est-il que le ministre ne compte visiblement rien faire à ce sujet.

● (1140)

LES PLANS D'URGENCE POUR TRANSMETTRE LES DÉLIBÉRATIONS DE LA CONFÉRENCE AU SOMMET

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): La semaine dernière, M. Desroches, porte-parole de la direction de Radio-Canada, a déclaré devant le comité des communications et de la culture que la Société nationale mettait au point des mesures d'urgence pour pouvoir retransmettre le sommet de l'OCDE de juillet, au cas où le conflit entre l'ANETR de la direction n'était pas résolu d'ici là. Le ministre pourrait-il nous dire si ces mesures d'urgence prévoient de faire appel aux techniciens de la Chambre des communes pour retransmettre la conférence qui aura lieu au Centre des conférences, obligeant ainsi ces techniciens à faire office de briseurs de grève.

L'hon. Francis Fox (secrétaire d'État et ministre des Communications): Je l'ignore, madame le Président.

* * *

LES SUBSTANCES DANGEREUSES

L'URÉE-FORMALDÉHYDE—LES TRAVAUX DU COMITÉ

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, j'ai une question à poser au très préoccupé ministre de la Consommation et des Corporations; mais il faut ajouter qu'un grand nombre de Canadiens sont également préoccupés par la controverse relative à la mousse d'urée-formaldéhyde utilisée comme isolant. Je me demande si le ministre peut nous dire où en est le comité interministériel qui s'occupe d'indemniser ou d'aider de façon quelconque les personnes qui ont isolé leur maison avec cette mousse.